

L'insécurité dans les quartiers d'habitat social : quelles réalités ?



J.-C. Patracini / Unica Images / IAU idf

L'enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France »

- Financée par la Région Île-de-France.
- Réalisée tous les deux ans depuis 2001, la 5^e enquête ayant été conduite en janvier et février 2009.
- Questionnaire globalement inchangé.
- 10 500 ménages franciliens interrogés à chaque fois par téléphone, choisis aléatoirement.
- Une seule personne, âgée de 15 ans et plus, est interviewée par ménage.

« Chauds », « difficiles » ou « sensibles », ces adjectifs sont souvent employés pour qualifier certains quartiers franciliens. Mais, au-delà des représentations sociales, des images stigmatisantes et des discours inquiétants, qu'en est-il vraiment de l'insécurité qui règne dans ces quartiers ?

Les enquêtes régionales « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » interrogent les habitants du parc social sur l'expérience qu'ils ont de l'insécurité et sur leur ressenti. Elles fournissent aussi des informations sur les Franciliens qui vivent dans ou à proximité des zones considérées comme étant les plus en difficulté par la géographie prioritaire de la politique de la ville – les zones urbaines sensibles (Zus)⁽¹⁾.

L'insécurité est abordée principalement sous trois aspects :

- les spécificités et l'évolution de la victimation ;
- les spécificités et l'évolution du sentiment d'insécurité ;
- les relations entre les habitants et la police qui sont souvent présentées comme « problématiques » dans ces quartiers.

Deux catégories ciblées de la population, les femmes et les jeunes, sont plus particulièrement étudiées dans cette note.

Une victimation différente en nature

Dans l'ensemble, les Franciliens logés dans le parc social ne sont pas plus victimes, mais ils ne sont pas pour autant confrontés aux mêmes atteintes que les autres. Alors que pour les vols sans violence et les agressions « tout venant » (hors agressions sexuelles ou par des proches), le risque d'être victime est assez proche de celui observé au sein de l'habitat privé, pour d'autres types de faits des différences ressortent. Quatre éléments méritent d'être retenus.

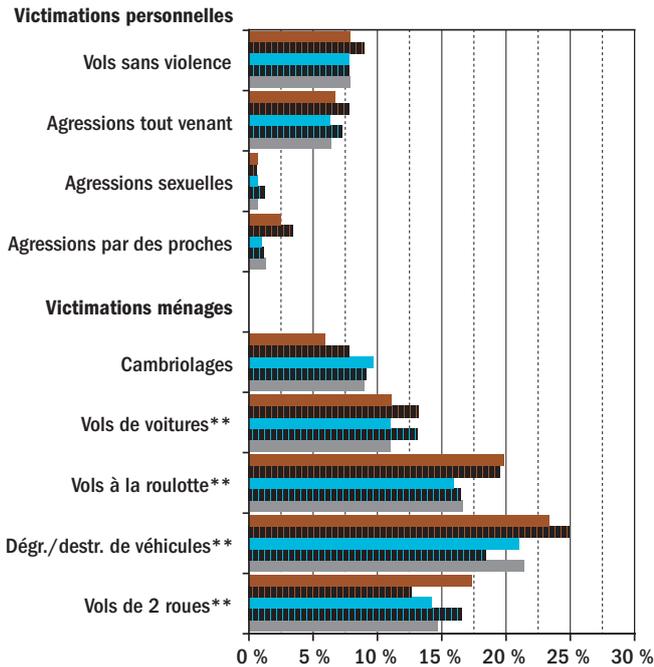
- Les habitants de logements sociaux sont surexposés aux « agressions par des proches » : La proportion de victimes est plus de deux fois supérieure à celle observée chez les Franciliens vivant dans le parc privé

(résultat à interpréter avec précaution, compte tenu du nombre relativement faible d'enquêtes concernées).

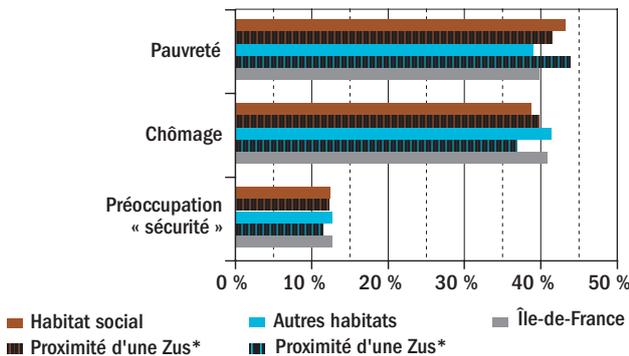
- À l'échelle des ménages, les occupants de logements sociaux restent surexposés aux vols à la roulotte et aux vols de deux roues, malgré une baisse du risque par rapport à l'enquête de 2001 : - 6 points pour les vols à la roulotte et tentatives, et - 3 pour les vols de deux roues et tentatives.
- En termes d'évolution, malgré une nette diminution générale des atteintes envers les véhi-

(1) L'adresse de résidence des personnes interrogées se trouve au sein d'un Iris (découpage infracommunal mis en place par l'Insee) qui recouvre, au moins en partie, une Zus ou, si le territoire communal n'est pas découpé en Iris, au sein d'une commune qui comporte au moins une Zus.

Proportion de personnes ou de ménages victimes en 2006, 2007 ou 2008



Proportion de personnes citant la lutte contre la pauvreté, le chômage ou la délinquance comme priorité pour le gouvernement



Source : enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » de 2009.

* Présence d'une Zus dans l'Iris (découpage infracommunal mis en place par l'Insee) où habite l'enquêté si la commune de résidence est « irrisable », ou présence d'une Zus dans la commune si celle-ci n'est pas irrisable.

** Seuls les ménages équipés sont pris en compte.

cules (notamment - 8 points pour la part de ménages victimes de vols de voitures par rapport à l'enquête de 2001), les disparités sur le plan de la nature des faits subis ne se sont pas atténuées. L'écart entre le type de victimations subies par les habitants du parc social et ceux du privé s'est même creusé.

- Un point positif : le risque d'être victime de cambriolage est moindre que pour les autres ménages.

De leur côté, les Franciliens inter-

rogés qui vivent dans ou à proximité d'une Zus n'apparaissent pas plus exposés que les autres, à type d'habitat équivalent, sauf aux vols de voiture et aux agressions tout venant.

Le sentiment d'insécurité dans l'environnement proche reste plus prégnant

Globalement pas plus exposés que les autres Franciliens à des actes de victimation, les habitants du parc social restent néanmoins plus enclins à se sentir en insécurité. En 2009, ils demeurent plus sujets à avoir peur dans leur environnement proche :

- 28 % déclarent avoir peur dans leur quartier le soir, soit 8 points de plus que les résidents du parc privé ;
- 10 % disent ne pas se sentir en sécurité chez eux, soit 3 points de plus ;
- 20 % ont peur dans le bus, soit 5 points de plus.

Ce ressenti à l'égard de l'environnement proche, plus répandu dans l'habitat social, est corroboré par les faits suivants.

- Les habitants sont bien moins nombreux à trouver leur quartier « sûr » ou « plutôt sûr » que les autres : 19 % répondent négativement contre 6 % dans le parc privé.
- Ils sont nettement plus nombreux à souhaiter quitter leur quartier (37 % contre 18 % dans l'habitat privé). L'argument le plus souvent invoqué est la volonté de vivre dans un quartier plus sûr (cité par 28 %), le désir de devenir propriétaire arrivant après (23 %).

Ce constat mérite néanmoins d'être nuancé. Le sentiment d'insécurité peut aussi être assez fort dans le parc privé. En effet, dans l'enquête de 2009, la peur apparaît plus prégnante au voisinage des territoires considérés comme étant les plus en difficulté, indépendamment du fait que les personnes vivent dans le parc privé ou social. Les résultats concernant la peur dans le quartier, le soir, en témoignent : elle est aussi répandue chez les habitants résidant dans ou à proximité d'une Zus, qu'ils soient logés dans le parc privé ou le social. Paradoxalement, dans l'habitat privé situé au voisinage des Zus, la population reste moins encline à déclarer son quartier « pas sûr » (11 points d'écart).

Priorité est donnée à la lutte contre la pauvreté et le chômage

Contrairement à la peur dans le voisinage, la préoccupation « sécuritaire » est peu ancrée chez les locataires sociaux en 2009 : seuls 12 % mettent la délinquance en tête des priorités assignées au gouverne-

ment, alors qu'ils sont 43 % à citer la pauvreté et 39 % le chômage. Ce glissement dans l'ordre des « préoccupations sociales » témoigne de l'importance prise par l'insécurité sociale (chômage et pauvreté), notamment auprès des Franciliens issus des milieux modestes et ce, en dépit des problèmes qu'ils peuvent rencontrer dans leur quartier. Une transformation de l'opinion qui paraît d'autant plus importante que la délinquance était le problème prioritaire le plus cité en 2001 par les résidents du parc social (37 %), le chômage et la pauvreté arrivant après (respectivement 27 % et 26 %). Cette inquiétude suscitée par la pauvreté et le chômage est plus généralement partagée par les Franciliens propriétaires ou locataires dans le parc privé. Et elle est relativement indépendante du fait de vivre dans ou à proximité d'une Zus dans l'enquête.

L'insécurité chez les jeunes

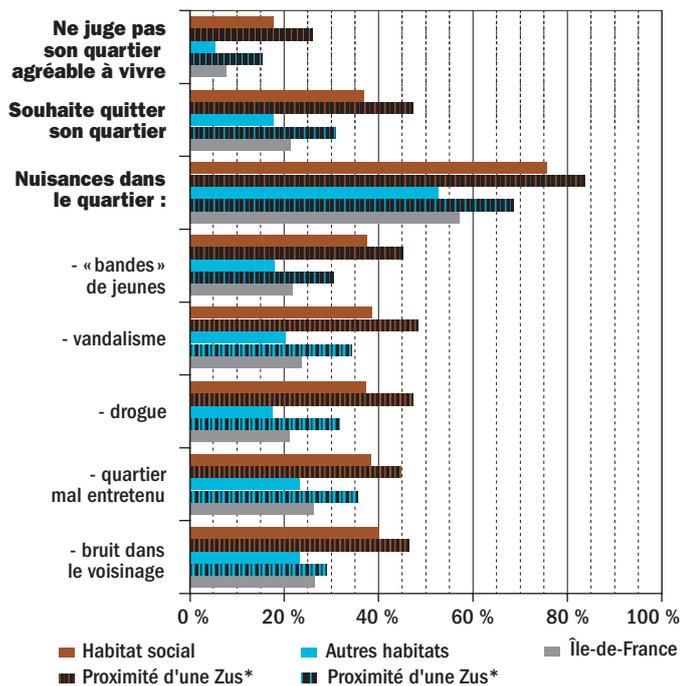
Les jeunes sont souvent associés à l'image d'insécurité de certains quartiers. L'enquête permet de dresser un état des lieux auprès des Franciliens âgés de 15 à 24 ans qui vivent dans l'habitat social.

- Premier constat : ils ne sont pas

Les victimations

Il s'agit des victimations subies au cours des trois dernières années précédant l'enquête (période 2006, 2007 et 2008 pour l'enquête de 2009), y compris les simples tentatives de victimation. Elles sont regroupées en deux catégories : les victimations personnelles (agressions sexuelles, agressions par des proches autres que sexuelles et agressions « tout venant » qui regroupent le reste des agressions, y compris les vols avec violence, ainsi que des vols sans violence) et les atteintes aux biens du ménage (cambriolages, vols de voitures, vols à la roulotte, dégradations et destructions de véhicules, vols de deux roues, motorisés ou non).

Proportion de personnes ayant un point de vue négatif sur leur cadre de vie



Source : enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » de 2009.

plus victimes que les autres jeunes de violences ou de vols sans violence. Les chiffres semblent montrer, au contraire, qu'ils le sont moins : 11 % disent avoir été victimes d'agressions et 7 % de vols sans violence au cours des trois années précédant l'enquête, contre respectivement 15 % et 12 % des jeunes

qui résident dans le parc privé. • Deuxième constat : ils ne sont pas plus sujets à avoir peur dans leur quartier le soir ou à leur domicile, malgré un point de vue beaucoup plus négatif que les autres sur leur quartier (19 % déclarent trouver leur quartier pas agréable à vivre, contre 6 % dans l'habitat privé).

Le sentiment d'insécurité

Il s'agit du sentiment d'insécurité au moment de l'enquête.

Il est mesuré au travers de deux dimensions qui ne sont pas nécessairement corrélées :

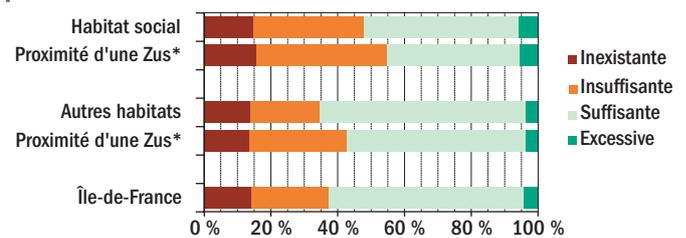
- la peur personnelle, comme peur vécue ou liée à la crainte d'être agressé ou volé, qui dépend en partie du risque réel d'être victime et d'autres paramètres comme les caractéristiques individuelles ;
- la « préoccupation sociale pour l'insécurité », ou préoccupation « sécuritaire », qui renvoie à l'opinion de la population sur l'importance qu'elle accorde aux problèmes de délinquance dans la société, par rapport à d'autres sources d'inquiétudes (chômage, pauvreté, pollution et sida).

L'insécurité chez les femmes

Deux remarques s'imposent concernant l'insécurité à laquelle sont confrontées les femmes qui vivent dans le parc social.

- Par rapport aux hommes, elles sont surexposées aux violences intra-familiales. Effectivement, si le risque d'agression « simple » n'est pas plus marqué, elles sont bien plus victimes d'agressions par des proches (près de 4 % en trois ans dans l'enquête de 2009 contre un peu moins de 1 % chez les hommes). Cette surexposition touche aussi les femmes vivant dans le parc privé, mais dans une moindre proportion.
- Elles sont plus enclines à se sentir en insécurité dans leur environnement proche, étant plus sujettes que les hommes à avoir peur chez elles ou dans leur

Point de vue des enquêtés sur la présence policière dans leur quartier



Source : enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » de 2009.

quartier le soir. Cela étant, l'enquête montre aussi que la peur est plus répandue dans l'habitat social que dans le privé, aussi bien chez les femmes que chez les hommes.

Sentiment d'insécurité et cadre de vie

Un point particulièrement intéressant ressort de l'enquête 2009 : l'importance du sentiment d'insécurité chez les habitants du parc social et chez ceux qui vivent dans ou à proximité des Zus ne paraît pas spécialement liée à une surexposition aux violences et aux cambriolages, mais plutôt à une image plus négative du cadre de vie. Les locataires sociaux sont, en effet, beaucoup moins satisfaits de leur environnement que les autres Franciliens. En 2009, 18 % trouvent que leur quartier n'est pas agréable à vivre contre seulement 5 % des habitants du privé. Ils déclarent aussi subir plus de nuisances dans leur quartier, même si, sur certains points, une amélioration sensible se dessine par rapport à 2001 : - 13 points pour la proportion d'enquêtés citant dans leur quartier les actes de vandalisme comme problématiques, - 9 points

pour la présence de bandes de jeunes gênantes et - 6 points pour les problèmes de drogue. En revanche, il n'y a pas de nette diminution des problèmes de gestion urbaine du quartier (propreté des rues, éclairage, entretien des bâtiments et des espaces verts...), ni pour les nuisances sonores dues au voisinage.

Autre élément à retenir, la mauvaise qualité du cadre de vie est d'autant plus marquée que le logement se trouve dans ou au voisinage d'une Zus. Ainsi, la part des habitants qui jugent que leur quartier n'est pas agréable à vivre atteint 26 % dans le parc social. Dans le parc privé, ce score, restant certes plus faible, monte tout de même à 15 % de mécontents. Cet état des lieux illustre clairement l'importance d'améliorer la qualité de vie dans ces quartiers. C'est une priorité pour la politique de la ville, qui s'affiche au travers de la mise en place d'une gestion urbaine de proximité adaptée, qui devrait être développée dans toute intervention sur un quartier. Cependant, cette mesure, née en 1998 et qui a bénéficié d'incitations financières (subventions, exonération...), peine à se concrétiser.



Les femmes sont plus enclines à avoir peur dans leur quartier que les hommes.

Le renforcement du contrôle d'un territoire, au travers de moyens techniques (usage de caméras de surveillance) ou humains (plus forte présence policière), peut être aussi vu comme une solution pour accroître le sentiment de sécurité au sein de ces quartiers.

Sur ce point, l'enquête fait apparaître des avis assez partagés de la part des habitants.

- Concernant l'installation de caméras de surveillance pour lutter contre la délinquance dans les lieux publics : quatre personnes sur dix se disent plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, les autres se déclarant tout à fait ou plutôt d'accord. Mais ces points de vue divergents ne sont pas spécifiques au parc social : ces proportions sont relativement stables, que les enquêtés vivent dans le parc privé, social ou qu'ils résident dans ou à proximité d'une Zus.

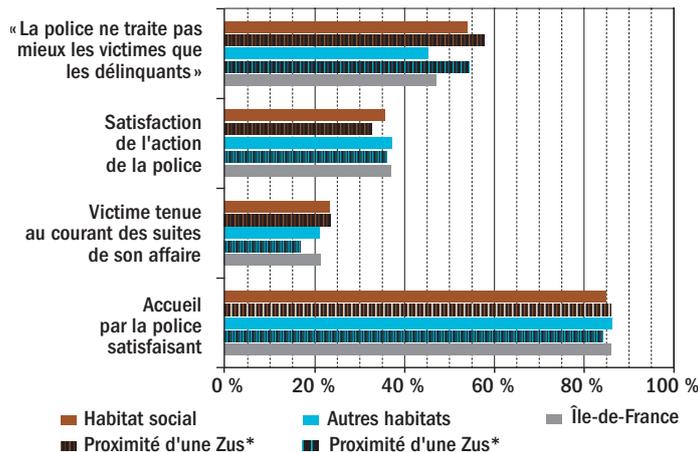
- Concernant la présence policière dans le quartier, les opinions sont aussi partagées. 46 % des habitants du parc social la trouvent suffisante et 6 % excessive ; mais l'autre moitié considère qu'elle est insuffisante, voire même inexistante. Dans le parc privé, les résidents paraissent être un peu plus satisfaits (respectivement 61 % et 4 % la jugent suffisante ou excessive). Mais, quel que soit le type d'habitat, social ou privé, un même constat ressort : la satisfaction baisse dans ou près d'une Zus.

Les rapports avec la police

La question de la qualité des rapports entre les forces de l'ordre et les habitants des quartiers « sensibles » fait souvent l'actualité. L'enquête permet de faire le point sur la perception des Franciliens qui vivent dans le parc social et de ceux logés dans ou à proximité des Zus. Et il s'avère que les rapports n'y sont pas forcément plus mauvais qu'ailleurs. Deux éléments sont à retenir concernant la relation entre les victimes et les forces de l'ordre.

- L'appréciation de la qualité de

Point de vue sur la police (tous âges confondus)



Source : enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » de 2009.

* Présence d'une Zus dans l'Iris (découpage infracommunal mis en place par l'Insee) où habite l'enquêté si la commune de résidence est « irisable », ou présence d'une Zus dans la commune si celle-ci n'est pas irisable.

l'accueil par la police est plutôt positif : 85 % des victimes résidant dans le parc social disent avoir été très ou assez bien reçues par la police ou la gendarmerie dans le cadre de leur affaire. Ce taux de satisfaction n'est pas moins bon qu'ailleurs et ne se dégrade pas chez les Franciliens victimes qui vivent dans ou à proximité des Zus.

- Concernant le déroulement de l'enquête, le bilan est beaucoup plus mitigé. Seule une victime sur quatre (23 %) déclare avoir été informée des suites de son affaire et une sur trois (36 %) juge l'action de la police ou de la gendarmerie très ou assez satisfaisante. Mais ces constats valent aussi pour les autres Franciliens.

En revanche, quand l'ensemble des habitants (victimes ou pas) s'exprime, l'image de la police paraît alors être un peu moins bonne dans l'habitat social qu'ailleurs : 54 % des résidents interrogés sont tout à fait ou plutôt d'accord pour dire que « la police ne traite pas mieux les victimes que les délinquants », alors qu'ils sont 45 % à partager ce point de vue dans l'habitat privé. Les résultats montrent que cette image se dégrade à proximité des Zus, aussi bien pour les Franciliens logés dans le parc social que pour les autres.

Les locataires du parc social ont-ils moins tendance que les autres à porter plainte lorsqu'ils sont victimes ? Non, d'après les résultats de l'enquête. Un peu plus d'une victime sur trois déclare avoir porté plainte (aux alentours de 36 %) dans l'enquête de 2009, qu'elle habite dans le parc social ou privé, à proximité ou non d'une Zus.

Une approche plus ciblée sur les jeunes permet de s'interroger sur les éventuelles spécificités de leurs rapports avec les forces de l'ordre.

- L'enquête donne des scores assez comparables entre habitat social et privé pour ce qui est de la qualité de l'accueil des jeunes victimes : près de huit sur dix de satisfaits. Plus globalement, indépendamment du type d'habitat, les jeunes victimes paraissent être un peu moins satisfaits que leurs aînés.
- Il en va autrement de l'image de la police auprès des jeunes, victimes ou pas : elle est bien moins bonne dans le parc social (56 % sont d'accord pour dire que la police ne traite pas mieux les victimes que les délinquants, contre 47 % ailleurs). Mais, comme il a été vu précédemment, il ne s'agit pas d'un point de vue spécifique aux jeunes, il est général aux habitants du parc social.

Pour en savoir plus

- HEURTEL Hélène, Enquête « victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » 2009 - Les premiers résultats, IAU Île-de-France, juin 2009.
- HEURTEL Hélène, *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France - Résultats de la quatrième enquête 2007*, IAU Île-de-France, avril 2009.
- HEURTEL Hélène, « Être et se sentir en sécurité : des disparités franciliennes », *Note rapide*, n° 462, IAU Île-de-France, décembre 2008.
- HEURTEL Hélène, « Les Franciliens sont-ils plus en sécurité qu'avant ? », *Note rapide*, n° 452, IAU Île-de-France, septembre 2008.
- GUIGOU Brigitte, HEURTEL Hélène et KESSELER Estelle, *Cadre de vie et sentiment d'insécurité en Île-de-France : Existe-t-il des spécificités chez les habitants des ZUS ?*, IAU Île-de-France, février 2008.
- HEURTEL Hélène et ANACHE Marianne (dir.), *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France - Les premiers résultats de la quatrième enquête (2007)*, Iaurif, juillet 2007.
- Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France - Les résultats de la première enquête 2001*, rapport final réalisé par le CESDIP pour le compte de l'Iaurif, 2002.

Directeur de la publication
François Dugeny
Directrice de la communication
Corinne Guillemot
Responsable des éditions
Frédéric Theulé
Rédactrice en chef
Marie-Anne Portier
Maquette
Vay Olivier

Diffusion par abonnement
76 € les 40 numéros (sur deux ans)
Service diffusion-vente
Tél. : 01 77 49 79 38
www.iau-idf.fr
Librairie d'Île-de-France
15, rue Falguière 75015 Paris
Tél. : 01 77 49 77 40
ISSN 1967 - 2144